

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2010-2011

---

24 MARS 2011

---

## Proposition de résolution visant à lutter contre les mutilations génitales féminines

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

Quelque 100 à 140 millions de femmes et de jeunes filles vivent actuellement dans le monde en supportant les conséquences de mutilations génitales féminines (MGF). Rien qu'en Afrique, près de 90 millions de filles âgées de neuf ans et plus en ont été victimes. Par ailleurs, on estime que chaque année, 3 millions de filles risquent de subir cette pratique préjudiciable (1). Dans la plupart des cas, les mutilations génitales féminines sont une forme d'abus qui cause des dommages irréversibles et constitue une violation flagrante des droits des femmes et des filles. Le problème se pose avec acuité dans plusieurs pays africains et dans quelques pays asiatiques, mais il est aussi de plus en plus fréquent en Europe au sein de la diaspora des pays concernés.

Parallèlement aux différentes conventions et résolutions internationales qui condamnent et interdisent les mutilations génitales féminines, plusieurs actions concrètes sont entreprises pour tenter de mettre un terme à ces pratiques.

En 2008, plusieurs institutions des Nations unies ont publié une déclaration conjointe sur les MGF. Peu après, l'UNICEF et le FNUAP (Fonds des Nations unies pour la population) ont lancé un programme commun dénommé «Mutilation génitale féminine/excision: Accélérer le changement», pour contribuer à accélérer l'éradication des MGF, dans l'espoir d'y parvenir en l'espace d'une génération. Au terme du

---

(1) Nations unies, résolution 52/2 E/CN.6/2008/L.2/Rev.1.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2010-2011

---

24 MAART 2011

---

## Voorstel van resolutie ter bestrijding van vrouwelijke genitale verminking

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

---

### TOELICHTING

---

Wereldwijd leven momenteel ongeveer 100 tot 140 miljoen vrouwen en meisjes met de gevolgen van vrouwelijke genitale verminking (VGV). In Afrika alleen al zijn er rond de 90 miljoen meisjes van negen jaar en ouder die slachtoffer zijn van VGV. Naar schatting 3 miljoen meisjes lopen elk jaar kans om slachtoffer te worden van deze schadelijke praktijk (1). Vrouwelijke genitale verminking is in de meeste gevallen een onherstelbaar, onomkeerbaar misbruik dat de rechten van vrouwen en meisjes op grove wijze schendt. Het is een duidelijk probleem in verschillende Afrikaanse landen en in enkele Aziatische landen, maar ook in Europa is het een groter wordend probleem bij de diaspora uit de betreffende landen.

Naast de verschillende internationale verdragen en resoluties die vrouwelijke genitale verminking veroordelen en verbieden, worden er ook verschillende concrete acties ondernomen om de praktijk van vrouwelijke genitale verminking uit te bannen.

In 2008 werd er door de verschillende instellingen van de Verenigde Naties een gezamenlijke verklaring over VGV gepubliceerd. Kort daarop lanceerde UNICEF en UNFPA hun gezamenlijk programma «*Female genital mutilation/cutting: Accelerating change*». Het doel van dit programma is om bij te dragen aan een versnelde afschaffing van VGV, en wel binnen één generatie. Aan het einde van het pro-

---

(1) Verenigde Naties, resolution 52/2 E/CN.6/2008/L.2/Rev.1.

programme, en 2012, les avancées réalisées dans dix-sept pays africains feront l'objet d'une évaluation (1). Concrètement, on a prévu de débloquer à cet effet un budget de 44 millions de dollars. À ce jour, 19 millions de dollars à peine ont été injectés dans ce fonds. Les pays qui y ont déjà contribué sont la Norvège, l'Italie, la Suisse, le Luxembourg, l'Irlande et l'Autriche. Étant donné ce sous-financement, il n'est possible de soutenir des actions que dans douze des dix-sept pays prioritaires, et l'objectif fixé ne pourra pas être atteint pour 2012.

Dès lors que les mutilations génitales féminines causent un traumatisme irréversible, la prévention revêt une importance capitale. À cet égard, il est essentiel de conscientiser les populations en adoptant une approche de type communautaire. Si l'on veut obtenir des résultats, il faut impérativement associer la société civile, les chefs traditionnels et religieux, les organisations féminines, les mouvements de jeunesse, les enseignants, le personnel de santé ainsi que les autorités locales à l'élaboration et à la mise en œuvre des différents programmes et actions de lutte.

On sait comment mettre fin à la pratique préjudiciable que constituent les MGF, mais la volonté politique et les moyens financiers font actuellement défaut pour joindre le geste à la parole. Dans ses conclusions présentées lors du séminaire sur la violence à l'encontre des femmes en Afrique, organisé le 22 mars 2010 à Bruxelles, l'AWEPA (Association des parlementaires européens pour l'Afrique) a exhorté les gouvernements et les parlements des pays donateurs à intensifier leurs efforts pour la cessation des mutilations génitales féminines dans le monde.

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les mutilations génitales féminines, organisée le 6 février, nous souhaitons appeler tous les pays donateurs, et tout particulièrement le gouvernement belge, à rassembler les moyens nécessaires pour faire cesser cette terrible forme de violence faite aux femmes et aux filles.

\*  
\* \*

(1) Les pays concernés sont le Burkina Faso, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Kenya, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda.

gramma, in 2012, zal er gekeken worden naar behaalde successen in zeventien Afrikaanse landen (1). Heel concreet werd hiervoor een budget vooropgesteld van 44 miljoen US dollar. Tot nu toe werd er amper 19 miljoen US dollar gestort in dit fonds. Noorwegen Italië, Zwitserland, Luxemburg, Ierland en Oostenrijk hebben tot nu toe bijgedragen. Door deze onderfinanciering kunnen er slechts in twaalf van de zeventien prioritaire landen acties ondersteund worden en zal de doelstelling tegen 2012 niet gehaald worden.

Aangezien vrouwelijke genitale verminking een onherstelbaar trauma veroorzaakt, is preventie uiterst belangrijk. Het creëren van meer bewustzijn vanuit een « *community based approach* » is daarbij essentieel. De civiele maatschappij, de traditionele chefs en religieuze leiders, vrouwen- en jeugdbewegingen, onderwijzend en verzorgend personeel en lokale overheden moeten bij het opstellen en uitvoeren van programma's en acties betrokken worden om tot resultaat te komen.

Men weet hoe men deze schadelijke praktijk kan uitroeien. Vandaag ontbreekt het echter aan politieke wil en financiële middelen om de daad bij het woord te voegen. AWEPA, het netwerk van Europese parlementairen voor Afrika, roept in haar « *Brussels Conference Conclusions* » van 22 maart 2010 naar aanleiding van het seminarie « Geweld op vrouwen in Afrika » de regeringen en parlements van de donorlanden op om zich in te zetten voor een wereldwijde uitroeiing van vrouwelijke genitale verminking.

Naar aanleiding van de internationale dag tegen vrouwelijke genitale verminking op 6 februari willen we alle donorlanden, en onze Belgische regering heel concreet, oproepen om de nodige middelen te verzamelen om dit vreselijke geweld tegen vrouwen en meisjes te stoppen.

Sabine de BETHUNE.  
Elke SLEURS.  
Olga ZRIHEN.  
Richard MILLER.  
Marleen TEMMERMAN.  
Nele LIJNEN.  
Vanessa MATZ.

\*  
\* \*

(1) Burkina Faso, Djibouti, Egypte, Eritrea, Ethiopië, Gambia, Ghana, Guinee, Guinee Bissau, Kenia, Mali, Mauritanie, Senegal, Somalie, Soedan, Tanzania and Oeganda.

## PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu les différentes conventions internationales qui condamnent les mutilations génitales féminines et constituent le fondement juridique de l'abandon de ces pratiques, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention internationale des droits de l'enfant, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant;

B. vu le Protocole de Maputo, qui a été signé le 11 juillet 2003 par cinquante-trois chefs d'État de l'Union africaine et dont l'article 3 dispose que les mutilations génitales féminines doivent être interdites et sanctionnées, et vu le Plan d'action de Maputo sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (22 septembre 2006);

C. vu les résolutions des Nations unies 56/128 du 19 décembre 2001, 58/156 du 22 décembre 2003 et 60/141 du 16 décembre 2005 qui interdisent les mutilations génitales féminines;

D. vu la résolution 2003/28 du 22 avril 2003 de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme, qui a proclamé le 6 février « Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines »;

E. vu la résolution (2008/2071(INI)) du Parlement européen, qui plaide en faveur de l'élaboration d'une stratégie européenne globale et de plans d'action en vue d'éliminer la pratique des mutilations génitales féminines au sein de l'Union européenne et dans les pays partenaires;

F. vu la résolution 1765 (2010)1 du Conseil de l'Europe, qui demande une attention particulière pour les demandes d'asile liées au genre, et vu le projet de Convention du Comité *ad hoc* du Conseil de l'Europe pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO);

G. vu le nombre croissant de pays européens ayant adopté des dispositions de droit pénal spécifiques relatives aux mutilations génitales féminines;

H. vu l'article 29 de la loi du 28 novembre 2000, qui insère dans le Code pénal belge un article 405 disposant que « quiconque aura favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin, avec ou sans consentement de cette

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op de verschillende internationale verdragen die vrouwelijke genitale verminking veroordelen en die de juridische basis vormen voor het stoppen van deze praktijken, met name de Universele Verklaring van de rechten van de mens, het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, het Europees Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, het Afrikaans Charter inzake de rechten van de mens en de volken, het Afrikaans Charter inzake de rechten en het welzijn van het kind;

B. gelet op het Protocol van Maputo dat op 11 juli 2003 werd ondertekend door drieënvijftig staatshoofden van de Afrikaanse Unie en waarvan artikel 3 bepaalt dat vrouwelijke genitale verminking moet worden verboden en bestraft, en gelet op het « *Maputo Plan of Action on Sexual and Reproductive Health and Rights* » (22 september 2006);

C. gelet op de resoluties van de Verenigde Naties (VN) 56/128 van 19 december 2001, 58/156 van 22 december 2003 en 60/141 van 16 december 2005 die vrouwelijke genitale verminking verbieden;

D. gelet op resolutie 2003/28 van de VN-Commissie voor de rechten van de mens van 22 april 2003, waarin 6 februari wordt uitgeroepen tot Werelddag van « nultolerantie » tegen vrouwelijke genitale verminking;

E. gelet op de resolutie (2008/2071(INI)) van het Europees Parlement die pleit voor een alomvattende Europese strategie en actieprogramma's om vrouwelijke genitale verminking in de Europese Unie en in de partnerlanden uit te bannen;

F. gelet op de resolutie 1765 (2010)1 van de Raad van Europa die bijzondere aandacht vraagt voor gendergerelateerde asielaanvragen en gelet op het ontwerp van Verdrag van het *ad hoc* Comité ter preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van de Raad van Europa (CAHVIO);

G. gelet op het toenemend aantal EU-landen die specifieke strafwetvoorzieningen hebben ontwikkeld rond vrouwelijke genitale verminking;

H. gelet op artikel 29 van de wet van 28 november 2000 dat een artikel 405 toevoegt aan de Belgische strafwet ter bestraffing van hij die eender welke vorm van verminking van de genitaliën van een persoon van het vrouwelijke geslacht bevordert, met of zonder haar

dernière, sera puni d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans», la tentative étant également punissable;

I. vu le travail accompli au Sénat, en particulier les résolutions (3-523/2 - 2003/2004) et (4-533/6 - 2008/2009) visant à lutter contre les mutilations génitales féminines;

J. vu l'étude réalisée par l'Institut de médecine tropicale sur la prévalence et le risque de mutilations génitales féminines en Belgique (2010), qui révèle que 6 260 femmes et filles excisées et 1 975 filles exposées au risque d'excision vivent dans notre pays;

K. vu le Plan d'action national (2010-2014) de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales, telles que les mutilations génitales féminines, dans le cadre duquel des engagements concrets ont été pris pour lutter contre les mutilations génitales féminines, tant en Belgique que dans les pays partenaires;

L. compte tenu du fait que la coopération belge au développement ne finance aucune action spécifique de lutte contre les MGF sur le plan opérationnel dans le cadre de la coopération bilatérale directe, même si elle soutient cette lutte en apportant des contributions financières ou un soutien politique à des organisations partenaires de la coopération multilatérale dans le cadre de la politique relative à la santé et aux droits sexuels et reproductifs;

M. vu la campagne «Mutilation génitale féminine/excision: Accélérer le changement» menée par le FNUAP et l'UNICEF pour faire cesser les mutilations génitales féminines dans le monde en une génération. Concrètement, les MGF devront être éradiquées dans dix-sept pays d'ici à 2012. Trois de ces pays, à savoir le Sénégal, le Mali et l'Ouganda, sont des pays partenaires de la coopération belge au développement. Le *Trust fund* qui a été créé pour soutenir ce programme est sous-financé et n'a, à ce jour, pas encore bénéficié de la contribution de la Belgique;

N. vu la campagne «End FGM» menée en Europe par Amnesty International, qui plaide pour l'élaboration d'une stratégie européenne commune en vue de faire cesser les mutilations génitales féminines;

O. vu les conclusions présentées par l'AWEPA lors du séminaire intitulé «Vers une stratégie parlementaire pour le droit des femmes et l'égalité des genres — Unir les efforts parlementaires pour mettre un terme à la violence à l'encontre des femmes en Afrique», organisé à Bruxelles le 22 octobre 2010 dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne;

P. considérant que selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), quelque 100 à 140 millions de femmes et de filles vivant à travers le

toestemming, wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie tot vijf jaar. Poging is eveneens strafbaar;

I. gelet op het werk in de Senaat, meer specifiek verwijzende naar de resoluties (3-523/2 - 2003/2004) en (4-533/6 - 2008/2009) inzake de bestrijding van vrouwelijke genitale verminking;

J. gelet op de studie van het Instituut voor tropische geneeskunde over de prevalentie van en het risico op vrouwelijke genitale verminking in België (2010) waaruit blijkt dat er in ons land 6 260 besneden meisjes en vrouwen leven en 1 975 meisjes risico lopen;

K. gelet op het Nationaal actieplan (2010-2014) ter bestrijding van partnergeweld en andere vormen van intrafamiliaal geweld zoals vrouwelijke genitale verminking waarin concrete engagementen worden opgenomen ter bestrijding van vrouwelijke genitale verminking, zowel in België als in de partnerlanden;

L. gelet op het feit dat de Belgische Ontwikkelingssamenwerking op operationeel vlak in het kader van de bilaterale directe samenwerking, geen specifieke acties financiert in de strijd tegen VGV. Ze doet dit wel via financiële bijdragen of politieke steun aan partnerorganisaties van de multilaterale samenwerking in het kader van het beleid inzake gezondheid en seksuele en reproductieve rechten;

M. gelet op de campagne «*Female Genital Mutilation/Cutting: Accelerating Change*» van UNFPA/UNICEF om in één generatie vrouwelijke genitale verminking de wereld uit te helpen. Meer specifiek moet tegen 2012 in zeventien landen VGV uitgeroeid zijn. Drie van deze zeventien landen zijn een partnerland van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, met name Senegal, Mali en Uganda. Het Trustfund dat hiervoor werd opgericht is ondergefinancierd en België draagt hiervoor tot nu toe niet bij;

N. gelet op de campagne van Amnesty International «*End FGM*» in Europa die pleit voor een gezamenlijke Europese strategie ter uitbanning van vrouwelijke genitale verminking;

O. gelet op de AWEPA Brussels Conference Conclusions van 22 oktober 2010 aangenomen tijdens de conferentie «Naar een parlementaire strategie voor vrouwenrechten en gendergelijkheid in Afrika — parlementaire inspanningen om het geweld tegen vrouwen en meisjes in Afrika te beëindigen» in het kader van het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie;

P. overwegende dat volgens cijfers van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) wereldwijd ongeveer 100 tot 140 miljoen vrouwen en meisjes leven met de

monde doivent supporter les conséquences de mutilations génitales féminines, et que l'on estime que 3 millions de filles risquent chaque année d'être victimes de ces pratiques préjudiciables;

Q. considérant que ces pratiques sont très répandues dans au moins vingt-huit pays africains et dans plusieurs pays asiatiques;

R. considérant qu'en Europe, chaque année, quelque 180 000 femmes immigrées sont victimes ou risquent d'être victimes de mutilations génitales;

S. considérant que toute forme de mutilation génitale féminine constitue une violence grave à l'encontre des femmes et des filles et une violation flagrante de leurs droits fondamentaux, en particulier du droit à la vie, du droit à l'intégrité physique et mentale, du droit à disposer des meilleures conditions possibles de santé, du droit de ne pas être victime de discriminations ou de violences, ainsi que des droits de l'enfant,

Demande au gouvernement :

1. de faire de la lutte contre les mutilations génitales féminines dans le monde une priorité politique dans une perspective de respect des droits de l'homme et de solidarité internationale;

2. de s'associer au programme « Mutilation génitale féminine/excision : Accélérer le changement » mené à l'échelle mondiale par le FNUAP et l'UNICEF en vue de faire cesser les mutilations génitales féminines dans le monde en une génération, notamment en contribuant financièrement, à partir du budget 2011, au *Trust fund* qui soutient ce programme;

3. de faire de l'élimination des mutilations génitales féminines une priorité dans le cadre de sa coopération bilatérale avec tous les pays partenaires concernés;

4. de plaider au niveau européen en faveur de l'élaboration d'une stratégie européenne et d'un cadre légal visant à mettre fin à toutes les formes de violence à l'égard des femmes, dans le cadre desquels les mutilations génitales féminines seraient expressément citées;

5. de prévoir suffisamment de moyens pour honorer les engagements qu'il a pris dans le cadre du Plan d'action national (2010-2014) de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales, dont les mutilations génitales féminines;

6. de soutenir les efforts des organisations non gouvernementales (ONG) et organisations actives aux niveaux local, national, régional et international;

gevolgen van vrouwelijke genitale verminking. En naar schatting 3 miljoen meisjes lopen elk jaar kans om slachtoffer te worden van deze schadelijke praktijk;

Q. overwegende dat deze praktijken wijdverbreid zijn in ten minste achtentwintig Afrikaanse landen en een aantal Aziatische landen;

R. overwegende dat in Europa elk jaar ongeveer 180 000 migrantenvrouwen genitaal verminkt worden of het risico lopen hiervan het slachtoffer te worden;

S. overwegende dat elke vorm van vrouwelijke genitale verminking een ernstige vorm van geweld is tegen vrouwen en meisjes en een flagrante schending is van hun fundamentele rechten, inzonderheid het recht op leven, het recht op fysieke en mentale integriteit, het recht op de hoogst mogelijke standaard van gezondheid, het recht om vrij te zijn van discriminatie en geweld en de rechten van het kind,

Vraagt de regering :

1. vanuit een mensenrechtenperspectief en internationale solidariteit een beleidsprioriteit te maken van de strijd tegen vrouwelijke genitale verminking wereldwijd;

2. zich aan te sluiten bij het wereldwijde UNFPA en UNICEF programma « *Female Genital Mutilation/Cutting: Accelerating Change* » om vrouwelijke genitale verminking in één generatie de wereld uit te helpen door in het bijzonder financieel bij te dragen tot dit *Trust fund* vanaf de begroting 2011;

3. de uitbanning van vrouwelijke genitale verminking als prioriteit voorop te stellen in het kader van haar bilaterale samenwerking met alle betrokken partnerlanden;

4. op Europees niveau te pleiten voor een Europese strategie en wettelijk kader ter uitbanning van alle vormen van geweld tegen vrouwen waarin vrouwelijke genitale verminking uitdrukkelijk wordt opgenomen;

5. in voldoende middelen te voorzien om haar engagementen opgenomen in het Nationaal actieplan (2010-2014) ter bestrijding van partnergeweld en andere vormen van intrafamiliaal geweld waaronder vrouwelijke genitale verminking na te komen;

6. de inspanningen van niet-gouvernementele organisaties (NGO) en organisaties actief op het lokale, nationale, regionale en internationale niveau te ondersteunen;

7. d'informer chaque année le Parlement de l'état d'avancement des différents points susmentionnés.

28 janvier 2011.

7. het Parlement jaarlijks op de hoogte te houden van de stand van zaken van de uitvoering van al deze punten.

28 januari 2011.

Sabine de BETHUNE.  
Elke SLEURS.  
Olga ZRIHEN.  
Richard MILLER.  
Marleen TEMMERMAN.  
Nele LIJNEN.  
Vanessa MATZ.